|  |
| --- |
| François Chesnaisprofesseur associé à l’Université Paris 13. Économiste et militantau Nouveau Parti anticapitaliste,
il fait partie du conseil scientifique d’Attac(2011)“Dette publiqueet lutte des classesen Europe.”**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES**CHICOUTIMI, QUÉBEC<http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle :

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi

Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com

Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

à partir du texte de :

François Chesnais

[professeur associé à l’Université Paris 13. Économiste et militant au Nouveau Parti anticapitaliste,
il fait partie du conseil scientifique d’Attac.]

**“Dette publique et lutte des classes en Europe”.**

Un article originalement publié dans ***Nouveau Parti anticapitaliste***, vendredi 28 janvier 2011. Un texte originalement publié dans la revue **SolidaritéS** (Suisse) Numéro 181, janvier 2011.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur et la direction de la revue ***Carré rouge*** le 31 juin 2011 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

 Courriels : François Chesnais : chesnaisf@free.fr et
 Lise Slama (Carré rouge) : lise.slama@wanadoo.fr

Revue **Carré rouge :** [http ://www.carre-rouge.org/](http://www.carre-rouge.org/)

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 2 juillet 2011 et revue le 7 février 2020 à Chicoutimi, Québec.



François Chesnais

professeur associé à l’Université Paris 13. Économiste et militant
au Nouveau Parti anticapitaliste,
il fait partie du conseil scientifique d’Attac

“Dette publique
et lutte des classes en Europe.”



Un article originalement publié dans ***Nouveau Parti anticapitaliste***, vendredi 28 janvier 2011. Un texte originalement publié dans la revue **SolidaritéS** (Suisse) Numéro 181, janvier 2011.

Table des matières

[Introduction](#dette_publique_intro)

[Les banques et le capital fictif dans cette crise](#dette_publique_1)

[L’action pro-cyclique de la finance aux États-Unis et en Europe](#dette_publique_2)

[Les salariés européens face au binôme banques/gouvernement](#dette_publique_3)

[De la Grèce à l’Irlande](#dette_publique_4)

[L’euro, une monnaie incomplète](#dette_publique_5)

[Fragilité de l’UE face à la spéculation](#dette_publique_6)

[La répudiation des dettes publiques, mot d’ordre transitoire européen](#dette_publique_7)

[Quels buts assigner à une Europe des travailleurs·euses ?](#dette_publique_8)

François Chesnais

professeur associé à l’Université Paris 13. Économiste et militant
au Nouveau Parti anticapitaliste,
il fait partie du conseil scientifique d’Attac

“ **Dette publique
et lutte des classes en Europe.**”

Un article originalement publié dans ***Nouveau Parti anticapitaliste***, vendredi 28 janvier 2011. Un texte originalement publié dans la revue **SolidaritéS** (Suisse) Numéro 181, janvier 2011.

Introduction

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le champ de la crise économique et financière mondiale est un système planétaire très hiérarchisé et fortement différencié. Depuis son début en août 2007, le déroulement de cette crise ne s’est pas fait au même rythme d’un continent à l’autre, ni même entre pays voisins. Elle n’a pas toujours frappé les mêmes secteurs de l’économie et elle a pris des formes spécifiques qui ont varié d’un ensemble de pays à l’autre.

Dans le cas de l’Europe, l’une de ses expressions majeures est celle de crises bancaires, présentées comme crises d’endettement des États. Ce serait aux citoyen·ne·s ordinaires de chaque pays d’en payer la facture en acceptant des politiques d’austérité qui sont autant d’agressions majeures contre les conditions de travail et d’existence des salariés, des retraités et des jeunes, femmes et hommes.

Aucun pays en Europe n’échappe au processus de centralisation de l’affrontement social et de clarification des termes de son enjeu. Partout le binôme banques-gouvernement s’auto-désigne malgré lui comme l’ennemi auquel les salarié·e·s et les jeunes sont confrontés. Sous le titre, «Crise de la dette: la zone euro n’est pas l’Amérique latine» [[1]](#footnote-1), l’économiste Daniel Cohen esquisse les contours d’une situation où «[…] la médecine (les plans d’austérité) [imposés par les marchés serait] trop amère et rejetée par les populations». En augmentant sans cesse leurs taux d’intérêt, [ils pourraient finir] par pousser un pays de la zone euro au défaut de paiement, [ce qui] «créerait une onde de choc très importante, un risque systémique pour toute la zone. Le système bancaire et financier en serait ébranlé». En un mot, on se retrouverait dans une situation du type de celle de la faillite de Lehmann en septembre 2008, mais avec la Banque centrale européenne (BCE) et non la Fed à la manœuvre, et avec beaucoup de cartouches brûlées.

Avec des formes de mobilisation particulières et sous l’impulsion initiale de secteurs qui différent de pays à pays, on commence à voir des affrontements d’un type qu’on n’avait pas vu depuis un certain temps. Partout une réflexion politique nouvelle débute. L’un des enjeux est que les militant·e·s contribuent à la nourrir d’une perspective unificatrice qui casse le cadre national dans lequel les luttes, et une bonne partie des débats, sont enfermés. Le caractère proprement européen de la crise des banques et de la dette, le rôle joué par la BCE et la désagrégation politique de «l’Europe» créent l’obligation pour celles et ceux qui ont défendu la perspective des États-Unis socialistes et démocratiques d’Europe de commencer à en ré-expliciter l’actualité.

Les banques et le capital fictif dans cette crise

[Retour à la table des matières](#tdm)

La crise est entrée dans sa quatrième année. Sa progression a pris le plus souvent la forme particulière de soubresauts dans la sphère financière, ainsi que de crises sur les marchés des biens alimentaires ou des matières premières provoquées par la spéculation. La crise mondiale a connu, entre septembre 2008 et juin 2009, une phase de diffusion internationale rapide, marquée par des processus d’homogénéisation opérant tant par les canaux de la mondialisation financière que par le biais du commerce mondial, qui a reculé fortement pendant plusieurs mois.

La phase passagère de coordination politique et financière entre banques centrales et entre gouvernements, qui a eu lieu au cours de cette période, a eu comme principal objectif de contrecarrer la menace pressante de crise financière systémique. Le mot d’ordre des fondés de pouvoir de l’ordre capitaliste mondial a été «sauvons les banques». Pour que les enjeux soient pleinement compris, rappelons qu’aujourd’hui que celles-ci sont d’immenses conglomérats financiers dans lesquels les activités de guichet et le crédit commercial sont une très petite partie des activités et sources de profit, et dans le cas du crédit aux petites et moyennes entreprises (qui n’ont pas accès aux marchés de capitaux) une partie à très faible rentabilité qui les intéresse peu.

Pour l’instant, les gouvernements et les banques centrales paraissent avoir atteint cet objectif. […] À cette étape, la crise n’a pas réduit le pouvoir social et politique des conglomérats financiers et des fonds de placement. Bien au contraire. Dans la mesure limitée où il y a eu une destruction de capital fictif, […], celle-ci s’est faite surtout aux dépens des salarié·e·s. Dans les pays anglo-saxons qui ont des systèmes de retraite par capitalisation (faits de sommes qui proviennent majoritairement d’une épargne salariale, car les entreprises ont mis fin aux systèmes dans lesquels les employeurs cotisaient) [[2]](#footnote-2), les travailleurs·euses en ont subi le poids en qualité de retraité·e·s. Ils l’ont subi aussi comme propriétaires hypothéqués, expulsés de leur maison. Dans ces pays, notamment aux États-Unis, le capital et l’État leur ont infligé une double, voire une triple peine: le licenciement, la fonte de leurs droits à pension et la perte de leur logement (c’est ce que de bons films ont montré, Cleveland contre Wall Street, et maintenant Inside Job).

Pour le capital et l’État, la tâche maintenant est de tenter de faire un pas de plus et de faire peser le poids de la crise partout par le biais de la dette publique. C’est en tant que « citoyen·ne·s » qu’ils veulent frapper les travailleurs·euses, des citoyen·ne·s qu’on voudrait passifs, des contribuables incapables d’échapper à l’impôt, des salarié·e·s bénéficiant encore dans des pays importants de systèmes de protection sociale, en partie des usager·e·s de services publics, même si on les transforme à vitesse grand V en «client·e·s». […]

L’action pro-cyclique de la finance
aux États-Unis et en Europe

[Retour à la table des matières](#tdm)

Passé le bref choc de septembre-octobre 2008, et une fois assurés de bénéficier de l’appui absolu des gouvernements, les conglomérats financiers ont voulu renouer le plus vite possible avec les profits. […] Chaque groupe qui le pouvait a cherché à dévier les pertes les plus graves sur les plus faibles, ou tout simplement les plus vulnérables, les plus exposés à des problèmes de liquidité à un moment critique. C’est le jeu auquel les Goldmann Sachs et autres Stanley Morgan excellent, où plus on a d’hommes à soi au cœur du pouvoir d’État, mieux on se porte (c’est l’une des pistes explorées avec un grand succès par le film Inside Job). Mais l’essentiel a été la mise en œuvre, à l’égard des débiteurs, de politiques que les économistes désignent comme « pro-cycliques » […].

Aux États-Unis, l’action pro-­cyclique des conglomérats financiers a pris la forme du refus de rééchelonner les dettes hypothécaires et de positionner les lobbies de Wall Street au Congrès de façon à ce que l’État fédéral ne puisse pas agir (sauver les banques, oui; sauver les propriétaires hypothéqués, non). Par l’intermédiaire de leurs filiales ou de banques hypothécaires satellites, ils ont mené des saisies immobilières à vaste échelle. Ces saisies ont eu comme résultat de faire chuter les prix immobiliers encore plus […]. Les effets pro-cycliques sont devenus si apparents, que tout récemment, les banques, talonnées aussi par des procédures judiciaires pour rédaction imprécise des contrats de prêt, ont décidé de ralentir le rythme des saisies. […]

Au premier rang des moyens mis en œuvre pour contrecarrer ces processus par les États-Unis, il y a le […] recours à la planche à billets, dont les conditions sine qua non sont le dollar comme «monnaie du monde» et le «seigneuriage monétaire» planétaire exercé par les États-Unis. […] Le dollar est […] branlant et la politique monétaire américaine ne fait que l’affaiblir, mais c’est une monnaie qui tient toujours pour l’instant, permettant aux États-Unis de mener une politique unique. Rien de tel pour l’euro qui n’a jamais atteint le statut de monnaie de réserve internationale, qui subit sans moyen de réaction les contrecoups des politiques de change des autres détenteurs de monnaies importantes, et dont la capacité à servir même de moyen de circulation entre les pays membres de la zone euro est devenue problématique.

Les salariés européens
face au binôme banques/gouvernement

[Retour à la table des matières](#tdm)

En Europe et en particulier dans la zone euro (l’Euroland du jargon financier), les grandes banques dites «universelles» (qui sont la forme de conglomérat financier propre à l’Europe continentale) ont suivi une voie différente pour retrouver de hauts niveaux de rentabilité. Les effets en sont encore plus fortement pro-cycliques, d’autant qu’ils s’exercent sans le contrepoids que représentent, aux États-Unis, l’existence d’un gouvernement fédéral, d’une banque centrale au mandat aussi large et aux moyens aussi importants que la Fed, et le dollar.

La voie européenne de retour aux profits financiers des banques combine la spéculation sur les marchés des titres de la dette publique, la pression sur certains gouvernements (l’Irlande depuis deux ans, et à un degré pour l’instant moindre, l’Espagne) pour qu’ils garantissent les dettes privées et les inscrivent au passif de l’État, la pression enfin sur tous les gouvernements de l’UE pour qu’ils «réduisent la dette» au moyen de fortes coupes budgétaires et qu’ils accélèrent la destruction des systèmes de protection sociale.

[…] La finance est contrainte de montrer que c’est elle qui oriente les politiques gouvernementales quand elle ne les dicte pas dans le détail, par l’intermédiaire de la BCE et du FMI, hier à Athènes, aujourd’hui à Dublin. La présence maintenant quasi permanente du FMI en Europe n’est pas une question secondaire. Elle annonce que les citoyen·ne·s des pays européens vont subir le même traitement que ceux des pays d’Amérique latine. […] Nous sommes entrés de nouveau dans une phase de la lutte des classes où l’attention et la réflexion des salarié·e·s et de parties de la jeunesse doivent obligatoirement se focaliser sur le binôme gouvernements/banques.

De longues années d’euphorie financière ont ôté toute retenue à la haute bourgeoisie et à tous les parvenus de la finance et de la politique sur le plan de l’exposition de la richesse et de la corruption. […] Ce que les journalistes ont maintenant décidé de révéler à propos de l’Irlande montre que cela vaut aussi pour beaucoup d’autres pays européens. Même dans les pays où les salarié·e·s, les lycéen·ne·s et les étudiant·e·s n’ont encore ni engagé le combat directement comme ils l’ont fait en Grèce, ni encore commencé à préparer les conditions de l’affrontement, comme en France, mais aussi sous des formes spécifiques, en Allemagne et au Royaume-Uni, cette situation est grosse de révolte sociale et de crise politique, d’autant que le système financier européen a de grandes vulnérabilités propres. […]

De la Grèce à l’Irlande

[Retour à la table des matières](#tdm)

S’agissant de la Grèce, en mai et juin dernier, tout a été fait pour cacher le fond de l’affaire, à savoir que ce qui était en jeu était la situation de surexposition de banques, notamment françaises et allemandes, c’est-à-dire la détention dans leurs portefeuilles de bons du Trésor grecs en grande quantité. La possession de ces titres donnait lieu à un flux d’intérêt important en raison du taux de plus en plus élevé que la Grèce a été contrainte de payer, à mesure que la spéculation s’est accrue et que les ratings des agences de notation se sont dégradés. L’inconvénient était que plus les taux augmentaient, plus la capacité effective de l’État grec à assurer le service de sa dette publique devenait problématique [[3]](#footnote-3).

Il a donc fallu monter un scénario pour obliger le gouvernement grec à mettre en œuvre une politique d’austérité draconienne, destinée à éloigner le spectre d’une situation où le service de la dette ne pourrait plus être assuré (situation de défaillance publique). Il s’avère aujourd’hui que la potion administrée à la population grecque par le BCE, le FMI et les instances de l’Union européenne a eu pour effet une si forte chute de l’emploi, de la demande et de l’activité économique, que le service de la dette publique sera encore difficile à assurer dans les mois et années à venir.

Le cas de l’Irlande est différent. Une dette très élevée des banques locales a été transformée en dette publique. Il y a quatre ans, on parlait du «Tigre celtique»: le pays a connu une croissance très élevée, fondée sur sa position de plateforme d’assemblage et de vente vers le marché unique de l’UE pour les multinationales états-uniennes et japonaises. Afin d’obtenir le succès du oui au référendum¸ l’UE a accordé à l’Irlande le droit de continuer à interdire l’avortement et à imposer les entreprises au taux de 12,5%, c’est-à-dire de pratiquer le dumping fiscal en toute légalité.

Cette prospérité factice a impulsé une croissance domestique fondée sur l’immobilier et le tourisme, avec un financement basé sur la titrisation des créances et des lignes de refinancement auprès des banques hors du pays. Le bond spectaculaire du déficit budgétaire (d’un excédent de 2,9% en 2006 à un déficit de 32% en 2010) est dû presque entièrement à des interventions publiques, sur le modèle américain, pour sauver de la faillite les trois principales banques, et transformer un endettement dont elles sont les seules responsables en dette publique.

Impossible dans le cas irlandais de cacher qu’on a affaire à un sauvetage de banques, sans fard et à grande échelle, et que c’est pour tenter de les garder à flot qu’on a imposé des coupes sombres dans le budget et la baisse des salaires des fonctionnaires. Nous en sommes au second acte de la crise, celui où c’est l’État irlandais qui est proche du défaut de paiement, le sauvetage de ses banques s’avérant être au-dessus de ses moyens. […]

L’euro, une monnaie incomplète

[Retour à la table des matières](#tdm)

La seconde source de très grande vulnérabilité du système financier européen résulte des déficiences criantes de la «construction européenne» née de l’Acte unique de 1986, du traité de Maastricht et des traités qui ont suivi. Ce sont des déficiences délibérées résultant de la volonté de chaque bourgeoisie de garder le maximum de cartes en main et de faire de l’Union européenne, avant tout, un instrument commun de libéralisation et de déréglementation, ainsi qu’un pivot du néo-corporatisme et d’une intégration profonde des syndicats au fonctionnement du capitalisme. La gestion de crise de la BCE dans le cadre fixé par Maastricht et la menace d’éclatement de la zone euro en sont les conséquences.

Il faut revenir sur la question de la monnaie. Jusqu’à la fin du régime monétaire de l’étalon-or, celui-ci était une monnaie «complète». Il était mesure de valeur des marchandises, moyen de circulation et de paiement de celles-ci, instrument de thésaurisation, c’est-à-dire de placement financier. Par là même, en synthétisant ces trois attributs, il était «monnaie du monde». [[4]](#footnote-4)

On a parlé du dollar plus haut. Il reste la mesure de valeur du monde (toutes les statistiques des organisations internationales sont en dollars). Il continue à être l’un des principaux véhicules de circulation des marchandises. À un degré bien plus élevé, en raison de la dimension des marchés financiers états-uniens, il est un instrument de placement financier. Il réunit encore peu ou prou ces attributs, même si l’efficacité en est détruite du fait de la politique monétaire des États-Unis.

L’euro n’a pas vraiment acquis l’attribut de mesure de valeur (beaucoup de citoyen·ne·s des pays membres continuent à penser dans leur monnaie nationale antérieure, et à l’extérieur tout le monde fait la conversion en dollar). Il est moyen de circulation et de paiement dans l’espace des pays membres, mais pour le pétrole, les armes et beaucoup d’autres marchandises clés, il faut payer en dollars, donc être tributaire du taux de change. C’est aussi dans l’espace intérieur réduit de la zone que l’euro est instrument de thésaurisation et de placement financier.

La raison de ce degré élevé d’incomplétude est tout simplement que l’euro n’est pas adossé à un État fédéral, et que les gouvernements membres de l’euro n’ont même pas une autonomie de décision sur la monnaie commune. Ils sont tributaires en permanence de la Commission et du Conseil des ministres de l’UE d’un côté, et de la BCE avec son statut «d’indépendance» de l’autre. L’absence totale de contrôle des mouvements de capitaux ou de régulation financière fait de la zone euro un espace où la spéculation peut se déchaîner à tout moment […].

Ainsi que l’écrit Jacques Sapir, «l’euro ne pourrait fonctionner comme monnaie unique que si une volonté forte et légitime s’exprimait au niveau politique, et que s’il existait la possibilité d’opérer des flux de transferts importants entre pays membres (entre 6% et 10% du PIB de la zone), comme c’est le cas des États-Unis où des économies régionales hétérogènes sont ainsi intégrées dans un seul ensemble économique». Or «[…] faute d’une unité politique, qui ne peut être acquise aujourd’hui qu’à minima, […] l’avenir de la zone euro est désormais très compromis». [[5]](#footnote-5)

Fragilité de l’UE face à la spéculation

[Retour à la table des matières](#tdm)

Cette appréciation est partagée par un nombre croissant d’économistes […]. La première raison [découle] […] du montant et de l’imbrication en juin 2010 des dettes privées et publiques accumulées dans le bilan des banques européennes sous la forme d’actifs, sinon douteux ou toxiques, en tous les cas de plus en plus vulnérables en cas d’aggravation des conditions macroéconomiques en Europe, ou même simplement de durée prolongée de ce qui est nommé pudiquement une croissance «molle», même très «molle».

La seconde raison tient à la poursuite des attaques spéculatives, en dépit du plan d’aide à l’Irlande. Les fonds de placement spéculatifs considèrent toujours, qu’à un moment donné, l’Irlande ne parviendra pas à assurer le service de la dette. Ils s’inquiètent de sa stabilité politique. Ils savent que les déposants étrangers procèdent à une lente ruée bancaire en fermant leurs comptes dans les banques irlandaises [[6]](#footnote-6). Ils ont pris bonne note aussi du succès de la grève générale au Portugal. Le taux d’intérêt sur la dette du Portugal continue à monter et l’attention se déplace de nouveau, comme en juin, vers l’Espagne, dont l’endettement total correspond à peu près à celui de la Grèce, de l’Irlande et du Portugal ensemble. […]

La troisième raison a trait aux moyens limités dont la BCE et l’UE disposent au regard de la dimension de la «bombe de la dette» privée et publique de l’Europe. Commençons par la BCE. En 2009 celle-ci a créé des dispositifs dits «non-conventionnels», parce que ne figurant pas dans les dispositions du traité de Maastricht, notamment des prêts directs aux banques. […] L’autre mesure «non-conventionnelle» a été, depuis la crise grecque, l’achat de titres de la dette publique lorsque les taux d’intérêt grimpent trop. Seule la Grèce y a recouru pour l’instant.

Au moment où la crise irlandaise s’est aggravée, la ministre française de l’économie, Christine Lagarde, a affirmé que «la différence avec la Grèce est que l’UE et la zone euro ont cette fois un mécanisme d’aide à disposition». Ce sont les mécanismes créés début juin 2010, lors de la crise grecque qui permettent de prêter jusqu’à 750 milliards d’euros. Il s’agit d’un Fonds européen de stabilité financière (FESF), prévu pour une durée de trois ans, doté de 440 milliards d’euros de garanties apportées par les États de la zone euro, auxquels s’ajoutent 250 milliards d’euros de prêts du FMI et 60 milliards de prêts de l’Union européenne. […]

Le plan d’aide de la Grèce a été de 110 milliards d’euros et celui de l’Irlande se monte à 85 milliards. Il est devenu à peu près certain qu’à un moment le Portugal nécessitera une aide […] du même ordre que pour les deux pays précédents, donc encore supportable. En sera-t-il de même pour l’Espagne? Alors que son taux de chômage est passé de 11% à 20% en un peu plus de deux ans, elle doit refinancer, fin 2010, 150 milliards de titres publics arrivant à maturité. Si elle devait faire face à une nouvelle montée des taux et avoir à demander à bénéficier du mécanisme d’aide mis en place pour la Grèce, celui-ci éclaterait. […]

La répudiation des dettes publiques,
mot d’ordre transitoire européen

[Retour à la table des matières](#tdm)

La répudiation de la dette publique [[7]](#footnote-7) est le principal, sinon le seul terrain que les militant·e·s doivent occuper; ils n’ont rien à faire sur le terrain du débat lancé par les souverainistes de gauche […] qui se demandent s’il faut que tel ou tel pays, dont la France, sorte ou non de l’euro. Si il doit y avoir éclatement de l’euro, il faut que ce soit le résultat du combat politique des salarié·e·s et de la jeunesse contre la dette, pour sa répudiation. […]

L’endettement public a sa source dans le bas niveau et la faible progressivité de la fiscalité directe (impôts sur le revenu, le capital et le profit des entreprises), ainsi que dans l’évasion fiscale. Le mécanisme en est simple: les gouvernements commencent par emprunter à ceux qu’ils renoncent à taxer, avant de les protéger ouvertement de l’impôt. Le service des intérêts opère ensuite un transfert de richesse au bénéfice des détenteurs des titres de la dette et renforce chaque fois plus leur pouvoir économique et politique. […]

En s’appropriant le mot d’ordre de répudiation, en le popularisant, les militant·e·s qui ont contribué à donner au mouvement contre les retraites [en France] sa grande force aideraient les salarié·e·s, les retraité·e·s, la jeunesse à avancer dans la brèche ouverte, fin septembre-début octobre 2010. […] Sa défense conséquente et soutenue serait aussi le soutien internationaliste le plus efficace que les militant·e·s français pourraient apporter aujourd’hui aux salarié·e·s et à la jeunesse de Grèce, du Portugal, d’Irlande. Mais le mieux serait qu’il devienne le mot d’ordre unificateur des anticapitalistes et des révolutionnaires dans toute l’Europe et qu’il serve de pont dans le combat pour une «Europe des travailleurs·euses».

Le processus d’intégration des pays membres de l’UE sur plusieurs décennies a eu des conséquences irréversibles, dont l’affaiblissement des travailleurs-euses, non pas face à leurs propres bourgeoisies, mais face au capital comme force mondiale (dont le régime bureaucratique-capitaliste de Chine est devenu l’un des principaux pôles). Il s’agirait de transformer [cette nouvelle donne] en point d’appui dans une lutte commune des salarié·e·s et des jeunes en Europe. Lutte commune contre le capital et contre les institutions qui le protègent (appareils d’État nationaux et institutions européennes); pour créer le seul cadre dans lequel le combat pour le socialisme au sens du mouvement ouvrier international formé au 19e siècle, et même pour un «anticapitalisme conséquent», puisse être mené.

Le retrait à l’intérieur des frontières nationales est impossible. C’est désormais seulement à l’échelle de l’Europe que peuvent être construits en commun, par les travailleurs·euses, le tissu industriel et les bases technologiques nécessaires pour répondre aux besoins des citoyen·ne·s des États européens, faire ce qui peut encore être fait pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et essayer de s’assurer que la réponse au changement climatique ne se fasse pas aux dépens des plus pauvres et des plus vulnérables. […]

Quels buts assigner à une Europe
des travailleurs·euses?»:

[Retour à la table des matières](#tdm)

1. Mettre fin au chômage est l’urgence nº1. Il représente une condamnation à l’exclusion et à la mort sociale lente, prononcée par le capitalisme à l’égard de dizaines de millions de femmes et d’hommes. La question du logement est également devenue cruciale, et celle de la santé est en passe de le devenir, avec l’aggravation de la précarité et le jeu des lois sécuritaires.

2. Prendre des mesures qui soient à la hauteur de la gravité de la crise écologique mondiale, en particulier de la crise climatique, mais aussi de la raréfaction et/ou de la destruction rapide des réserves de ressources naturelles, même en Europe.

3. Mettre fortement l’accent sur le combat contre le racisme et la xénophobie, et faire de l’Europe un point d’appui décisif dans la lutte contre l’impérialisme et le militarisme, ainsi que dans le combat des peuples opprimés contre la famine, la maladie et la misère. […]

**François Chesnais**

**Economiste marxiste, professeur associé à l’Université de Paris-13, membre du NPA en France, auteur de nombreux livres et articles, dont *La Finance mondialisée*, Paris, La Découverte, 2004. La version intégrale de cet article a été publiée en novembre 2010 par la revue Carré Rouge. Nous en reprenons ici une version largement abrégée (y compris son titre et ses intertitres), d’abord pour des raisons éditoriales, mais aussi pour en faciliter l’accès et en permettre une plus large diffusion. Nous incitons cependant nos lecteurs-trices à consulter le texte original en ligne (**[**www.carre-rouge.org**](http://www.carre-rouge.org/)**). Il s’agit en effet de l’une des analyses les plus convaincantes des mécanismes de la crise actuelle du capitalisme, et des réponses que le mouvement ouvrier et les mouvements sociaux européens devraient tenter de lui apporter.**

**Publié dans la revue *SolidaritéS* (Suisse) Numéro 181, janvier 2011.**

Fin du texte

1. *Le Monde*, 25 nov. 2010, page 17. [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir à ce sujet le chapitre du livre de Catherine Sauviat et Laurence Lizé, *La crise du modèle social américain*, Presses universitaires de Rennes, 2010. [↑](#footnote-ref-2)
3. En raison de la nature des dépenses publiques [qui sont] à l'origine de la dette grecque (notamment des dépenses militaires très élevées) et des relations politiques extérieures du pays, celle-ci avait (et a toujours) des traits qui la rapprochent de la dette de pas mal de pays du tiers monde. [↑](#footnote-ref-3)
4. Suzanne de Brunhoff, *La monnaie chez Marx*, Éditions sociales, Paris, 1967. [↑](#footnote-ref-4)
5. Jacques Sapir, «Vers une crise terminale de la zone euro?», 24 nov. 2010, [www.medelu.org](http://www.medelu.org/). [↑](#footnote-ref-5)
6. «Plugging the Hole», *The Economist*, 27 nov. 2010, p. 75. [↑](#footnote-ref-6)
7. François Chesnais, «Répudiation des dettes publiques européennes!», *Contretemps*, nº 7, août 2010. [↑](#footnote-ref-7)